



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 493

Texte de la question

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Jean-Christophe Lagarde.

M. Jean-Christophe Lagarde. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

La conjoncture économique est aujourd'hui extrêmement préoccupante et les Français sont légitimement inquiets.

M. Albert Facon. Très inquiets !

M. Jean-Christophe Lagarde. Ils sont inquiets pour l'emploi et pour l'activité économique. La consommation, qui était le dernier moteur de la croissance intérieure, semble s'étioler, tandis que le moral des ménages s'affaiblit.

M. Jean Glavany. Il n'y a plus de moral !

M. Jean-Christophe Lagarde. Le contexte international, évidemment, n'arrange rien mais le Président de la République a récemment déclaré que la France pourrait retrouver de la croissance dès que la situation internationale se stabiliserait.

Vous-même, monsieur le ministre, avez déclaré que l'essentiel des conséquences économiques négatives de la crise en Irak était derrière nous. L'UDF se réjouit de cette perspective dessinée d'un retour à la croissance. Encore faudra-t-il que cette croissance puisse s'enraciner dans un environnement favorable.

Quelles mesures comptez-vous prendre pour que la perspective d'une amélioration de la conjoncture économique se réalise et que la croissance soit la plus élevée possible dès qu'elle sera de retour ? Comment allez-vous favoriser la consommation des ménages, notamment de ceux qui ont les revenus les plus faibles ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe Union pour la démocratie française et sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. Alain Claeys. Bonne question ! Elle mériterait une réponse !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, il est clair que la conjoncture actuelle est morose, mais c'est au niveau mondial, et pour les raisons que vous connaissez. Sachant que les événements irakiens ont d'ores et déjà déployé leurs conséquences négatives en matière économique, lorsqu'ils seront derrière nous, si nous voulons que la conjoncture s'améliore, nous aurons le devoir d'accompagner le rebond de l'économie française, comme l'a rappelé le Président de la République, hier.
(« Ah ! » sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)

Ce rebond, à court terme, nous l'avons déjà largement préparé grâce aux décisions politiques déjà prises. Ainsi,

les entreprises bénéficieront cette année d'une réduction de leurs charges pour un total de quatre milliards d'euros.

M. Maxime Gremetz. Ah !

M. Alain Néri. Et pour les salariés, que fait-on ?

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. En outre, puisque la décision a été prise d'harmoniser « par le haut » les SMIC dès le 1er juillet prochain, la moitié des gens payés au SMIC verront leur pouvoir d'achat augmenter d'au moins 5 %. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Sans même parler des baisses d'impôts qui, jusqu'à présent, ne se sont pas forcément traduites par une augmentation de la consommation,...

M. Jean Le Garrec. Forcément !

M. Alain Néri. Ça ne nous étonne pas totalement !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... il est clair donc que les consommateurs vont être en mesure de retrouver le chemin de la consommation.

Mme Martine David. Blablabla !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Quant aux entreprises, non seulement elles savent toutes que nous créons, à moyen terme, les meilleures conditions pour leur croissance, leur développement, leur transmission et leur naissance, mais aussi que toutes les mesures que nous avons prises, notamment pour favoriser l'innovation, visent à leur faciliter la tâche. Ce seront elles qui feront la croissance. Or, le jour où celle-ci reviendra, il y aura 1,5 % de produit intérieur brut à récupérer très rapidement : c'est ce que nous a coûté le déstockage de l'économie française depuis un an et demi ; il n'attend qu'une chose pour disparaître...

M. Augustin Bonrepaux. Qu'on nous débarrasse de vous !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... cette fameuse relance ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Christophe Lagarde](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (5^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 493

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 mars 2003